DOSS

« Amener la question sociale au cœur de celle du cadre de vie »

Claire Scohier est co-coordinatrice de la fédération d'habitants Inter-Environnement Bruxelles (IEB). Que nous apprennent les luttes socio-environnementales qui ont animé la capitale, d'hier à aujourd'hui ? Interview.

A Bruxelles, quelle a été l'évolution socio-historique des luttes environnementales ?

Les habitants susceptibles d'être mobilisés aujourd'hui ne sont plus les mêmes que ceux d'hier. Dans les années '70, alors que Bruxelles se désindustrialisait et que la tertiarisation battait son plein, des alliances se créaient entre une classe ouvrière et une classe intellectuelle plus bourgeoise, alliances visant à maintenir du logement et un cadre de vie dans une ville démolie massivement par une approche fonctionnaliste de la ville. On exproprait pour créer de grands ensembles de bureaux et des autoroutes urbaines. Aujourd'hui, la donne a changé. La transformation de la ville est moins brutale mais la crise du logement plus prégnante, mettant en concurrence les précaires et la petite classe moyenne. Pour IEB, au-delà de l'enjeu du cadre de vie, il est nécessaire d'amener la question sociale au cœur de la question urbaine. Travailler à la mobilité douce et aux transports publics, permettre une mixité de services et de fonctions, sauvegarder des espaces verts, créer des logements de qualité est primordial mais si l'amélioration du cadre de vie fait monter le prix du logement, il faut trouver des modes de régulation de l'immobilier pour ne pas générer l'exclusion des personnes précaires par un phénomène aujourd'hui récurant dans les villes : la « gentrification »[1].

Pour vous, il est important d'outiller les plus pauvres pour qu'ils puissent eux-mêmes défendre leur droit à la ville...

Le droit à la ville est le droit des plus précaires à contribuer à la production de la ville et à y rester. Mais mobiliser sur ce droit n'est pas chose aisée. Lorsqu'il y a une situation d'urgence, comme lors d'une menace d'expropriation, il est plus facile de rassembler les personnes. C'est moins évident de mobiliser contre la gentrification, qui est lente et insidieuse, mais chasse à terme les pauvres du cœur de la ville. On ne veut pas être missionnaires et dire aux pauvres ce qu'ils doivent faire. Certains sont conscients du processus à l'oeuvre et expriment des formes de résistance à leur façon. IEB essaie d'être en contact avec des organisations de première ligne afin d'informer et d'outiller les personnes précaires pour qu'elles puissent s'organiser, comprendre les enjeux de la ville et faire face aux mesures qui pourraient les exclure. Ce sont les pauvres eux-mêmes qui doivent pouvoir revendiquer leurs droits.

En quoi ces luttes sont source d'apprentissages ?

L'apprentissage se fait dans la durée par une prise de conscience qu'il existe des moyens pour peser sur son cadre de vie, qu'il ne faut pas tout attendre du politique, qu'il vaut mieux s'organiser de façon collective que déposer une plainte individuelle, qu'il y a des rapports de force dominants-dominés à comprendre, que environnement et social sont liés...
Par exemple, le maintien de l'abattoir d'Anderlecht ou du marché des véhicules d'occasion peut connecter des enjeux socio-économiques et environnementaux. Au départ, le réflexe des habitants est de dire « on doit les mettre ailleurs ». A travers un travail d'éducation populaire, on peut mettre en lumière l'intérêt de les sauvegarder. Se rendre compte que si l'abattoir ou le marché d'occasion quitte la ville, ça fera venir une autre population, les prix augmenteront, le marché populaire qui fonctionne avec l'abattoir risque de péricliter. On complexifie le regard sur la ville et sur ses fonctions.

Propos recueillis par Christophe Dubois

[1] La « gentrification » est la tendance à l'embourgeoisement d'un quartier populaire

Pour en savoir plus : www.ieb.be

Lire l'intégralité de cette interview sur

Mondequibouge.be